

Souveraineté La Solution inc.

**Pierre Karl Péladeau, président du Parti Québécois
et chef de l'opposition officielle**

PKP, président du parti Québécois, déstabilise les partis d'allégeance fédérale en sol québécois, dont le parti Libéral, la CAQ et le QS, les marionnettes d'Ottawa. Le commissaire à l'éthique aurait beaucoup à faire s'il fallait faire un rapport sur les agissements et les faits des partis fédéralistes tant à Québec qu'à Ottawa contre la nation québécoise et le Parti Québécois et son option de faire du Québec un pays. Il n'y a pas de différence entre les parties à Ottawa: Conservateur, Libéral et NPD; et il va de même pour les partis d'allégeance fédérale au Québec.

Au référendum de 1995: les annonces subliminales, les déductions d'impôts pour don au camp du Non, le grand rassemblement ou le salaire des participants et le coût d'hébergement ont été défrayés par leurs compagnies avec déductions d'impôts, la réservation et le coût des grands panneaux réclames dans le grand Montréal, le scandale des commandites avec plus de \$20 millions dépensées pour le camp du Non mais pas comptabilisés pour ce dernier, **les médias de Paul Desmarais au service du camp du Non (la Presse de Montréal, le Devoir de Montréal, La Voix de l'Est de Granby, la Tribune de Sherbrooke, le Trifluvien de Trois-Rivières, le Soleil de Québec, le Saguenéen de Chicoutimi, toutes ces villes réunies forment plus de 70% de la population du Québec.**

Les lois de l'Assemblée Nationale du Québec, votées à l'unanimité, ont été outrées. La loi sur la clarté référendaire, pour faire du Québec un pays, de Stéphane Dion en 1997, renie la signature du Canada à la charte des Nations Unies le 9 novembre 1945.

Les dires de Jean Chrétien, premier ministre du Canada de l'époque: "le président de la confédération a le droit de prendre tous les moyens mis à sa disposition pour préserver sa confédération". Et selon les dires du président de la confédération actuel, Stephen Harper, il ne respectera pas les lois du Québec si celles-ci contreviennent aux lois de la confédération.

Si le Kosovo, province de l'ex Yougoslavie, a déclaré unilatéralement son indépendance et que plus 90 pays ont reconnu le Kosovo à titre de pays dont le Canada et les États-Unis; le Québec est donc en droit légal et démocratique de faire un vote dans son Assemblée Nationale qui portera sur un Québec pays.



Le Prof de l'Ordi
COURS PRIVÉS
PRIVATE COURSES
Jean Luc Messier
450-263-1040

